
Le refus de rester immobile

Etude sur la médiatisation de la mobilisation anti-G8
à Genève de mai-juin 2003 dans la presse écrite genevoise

Sébastien Salerno

Travail présenté au *Déjeuner Sociologique*
Département de sociologie, uniGE, 22 octobre 2008

« (...) Prague, Washington, Gênes, Barcelone, Evian... De contre-sommet en contre-sommet, le front de résistance se reconstitue. Il dénonce les politiques d'austérité brutales imposées par le FMI en échange de son assistance financière ; il empêche la Banque mondiale qui véhicule des politiques de déréglementation et de privatisation sous couvert de projets de développement de se réunir. Les sommets du G8 sont aussi des rendez-vous essentiels. Le G8 réunit les chefs d'Etats des 7 pays les plus riches plus la Russie et ne s'interdit aucun sujet : sécurité -entendez guerre-, environnement -entendez privatisation de l'eau et droits à polluer-, santé, questions monétaires et commerciales, etc. Il se présente comme un véritable directoire du monde car, ce sur quoi les chefs d'Etat tombent d'accord est ensuite, de fait, appliqué dans les institutions internationales où les pays du G8 disposent d'une influence prépondérante. (...) Outre la dénonciation des politiques impulsées au sein de ces institutions et de l'opacité de leur fonctionnement, ce que met en cause le mouvement altermondialiste, c'est leur légitimité. L'absence totale -ou la faiblesse- des fondements démocratiques à la souveraineté que les instances internationales exercent apparaît comme proprement scandaleux. Certes le degré d'illégitimité est plus ou moins important selon qu'il s'agisse de par exemple d'un sommet de l'UE ou d'un G8. Mais, à chaque fois, les mêmes questions ont des conséquences dévastatrices : d'où provient le mandat de ces institutions ? Quels contrôles les peuples peuvent-ils exercer ? A quel moment le débat public sur ce qui est en jeu dans ces sommets est-il posé puisqu'il n'en est pas question lors des échéances électorales ?

Certaines revendications comme l'annulation de la dette des pays pauvres ou la taxe Tobin ont eu un écho important, mais la question de la légitimité est au premier plan. Elle justifie une intervention citoyenne dans la rue qui prend des tactiques diverses. Qu'il s'agisse de syndicalistes, de militants chrétiens, de campagnes de solidarité avec le Sud, de cortèges étudiants festifs ou de Black blocs, par leur unique présence toutEs imposent aux médias un fabuleux contraste. Des discussions secrètes se déroulent dans des espaces luxueux protégés par des dispositifs policiers et militaires ahurissants. Tout autour assiégeant la forteresse, de joyeux cortèges bariolés vivifient des rues usées par une incessante propagande marchande tandis que quelques-uns forment des regroupements noirs et s'attaquent aux symboles du capitalisme (McDo, banques, Mercedes, etc.) ou à la police. Au-delà des discours et des slogans, deux mondes irréconciliables sont visibles au premier coup d'œil. »

Par des Intergalactiques, *Génération altermondialiste. Expériences et pratiques*, p. 40, Syllepse, Paris, 2003.

INTRODUCTION

Depuis la fusillade en plein centre-ville d'une manifestation des partis et syndicats ouvriers par un commandement militaire, le 9 novembre 1932¹, un consensus autour d'une politique de tolérance à l'égard des libertés publiques s'est forgé à Genève. L'Etat de Genève, sa police et les mouvements sociaux collaborent en vue de limiter les débordements lors des actes protestataires. Les titres de la presse genevoise, indépendamment de leur bord politique, participent à cette dynamique en minimisant les débordements et en présentant les manifestants comme des citoyens faisant usage des libertés publiques². Cette culture politique des libertés publiques qui a contribué à la paix sociale a résisté au printemps helvétique et aux changements d'équilibre politique. L'accueil, en mai-juin 2003, de dizaines de milliers de manifestants altermondialistes mobilisés contre le G8, allait lui donner la possibilité de franchir un seuil décisif, a pensé la majorité des élus politiques genevois. De fait, la manière habituelle de penser le maintien de l'ordre s'est exprimée dans la doctrine d'engagement des forces de police³. Pourtant, deux ruptures majeures avec le modèle " historique " sont survenues : d'une part, des actes d'une rare violence (affrontements durs avec la police, etc.) causés par des éléments radicaux et des casseurs ont émaillé la mobilisation ; d'autre part, la presse genevoise a accordé une attention exceptionnelle à la question de la sécurité. Au fil des mois qui précèdent le contre-sommet, les articles de presse, à l'exception de ceux du journal *Le Courrier*, chez qui les idées altermondialistes ont porte ouverte, ancre l'idée d'un mouvement social sans autorité et dont la radicalité ne relève pas que du verbe.

Issue d'un travail de recherche sur la couverture de la mobilisation contre le G8 d'Evian, cette présentation porte spécifiquement sur la construction du débat public sur la tenue du contre-sommet au G8. En examinant le débat public avant la manifestation géante, et non le « moment manifestant »⁴ et ses suites, on montre comment un cadre d'interprétation sécuritaire se plaque solidement sur l'organisation de l'événement protestataire.

¹ Georges Kliebès, *Un coup, ...Tirez bas...Feu ! Genève 9 novembre 1932*, Slatkine, Genève, 1932.

² Dominique Wisler/ Marco Tackenberg, *Des pavés, des matraques et des caméras*, L'Harmattan, Paris, 2003.

³ Dominique Wisler, « L'ordre de la loi ou la loi de l'ordre. L'exemple de la Suisse », pp. 141-172, dans Olivier Fillieule/ Donatella Della Porta (Dir.), *Police et manifestants*, PFNSP, Paris, 2006.

⁴ Pierre Favre, « Manifester en France aujourd'hui », pp. 11-65, dans Pierre Favre (Dir.), *La Manifestation*, PFNSP, Paris, 1990.

PROTESTATIONS ALTERMONDIALISTES ET MEDIAS D'INFORMATION

Liberté d'expression contre Ordre public

En 2003, c'est à la France qu'échoit la responsabilité d'organiser le G8, elle opte pour la ville d'Évian et annonce sa décision à la Suisse en juillet 2002. Les manifestations contre la guerre en Irak qui se sont déroulées tout au long de l'année en Europe, ajoutées au nouveau cycle de protestations transnationales porté par les groupes mobilisés autour de l'opposition à la mondialisation néo-libérale – qu'on nomme dans ce texte mouvement altermondialiste – font craindre au pays hôte des débordements. Les autorités françaises décident alors d'interdire l'accès à la ville d'eau, autour du 1 et du 3 juin 2003, dates du sommet international. Rendue publique l'information suscite l'intérêt des réseaux altermondialistes français et suisses qui voient dans l'organisation d'un contre-sommet la possibilité de montrer leur opposition au G8, d'agrèger les différents pôles du mouvement le temps de l'événement, et de profiter de la présence des journalistes du monde entier pour diffuser leurs messages. C'est ainsi que Genève, et dans une moindre mesure Lausanne et d'Annemasse, vont accueillir entre le 29 mai et le 3 juin 2003 le contre-sommet du G8. Ville internationale, Genève ne se trouve pas dans une situation inédite, elle a hébergé dans son histoire récente plusieurs protestations, surtout la mobilisation contre l'OMC du 17 au 22 mai 1998. Oeuvre d'un mouvement altermondialiste alors embryonnaire, cette dernière avait vu se développer en ses marges de très violents affrontements entre manifestants et casseurs d'un côté, forces de l'ordre de l'autre. La violence des heurts avait choqué les Genevois habitués à voir des manifestants défilier sans violence, gouvernement et parlement genevois avaient résolu de mettre sur pied des commissions parlementaire et extraparlamentaire pour faire toute la lumière sur l'événement⁵.

Suivant pas à pas les rencontres d'élites et d'institutions financières internationales, la dynamique protestataire transnationale n'a cessé de croître depuis : Seattle en décembre 1999 ; Davos en janvier 2000 ; Washington en avril 2000 ; Prague en septembre 2000 ; Québec en avril 2001 ; Göteborg en juin 2001 ; Gênes en juillet 2001 ; etc., chaque grande réunion transnationale, ou presque, a suscité un contre-sommet⁶. Ces mobilisations, généralement un long week-end de démonstrations et de conférences-débats qui s'achèvent par une manifestation géante le dimanche, confrontent les autorités des villes-hôtes des sommets à des problèmes inédits de maintien de l'ordre. Outre la sécurité des délégations étrangères, elles doivent gérer les épisodes de casses et les affrontements avec les forces de l'ordre qui se sont ritualisés depuis Seattle. Pour défendre la sécurité des points stratégiques (aéroport, etc.) et des lieux qui accueillent les délégations invitées pendant le sommet, les autorités prohibent l'accès public à certaines rues et places de la ville et dressent des murs de

⁵ Pour les résolutions, R 370 et R 371, 54^e législature - 1^{re} année - Session 09 (mai 1998) - Séance 21 du 28.05.1998.

⁶ Entre 1998 et 2001, Wood recense 467 mobilisations sur les cinq continents. Lesley J. Wood, "Breaking the Bank and Taking to the Streets. How Protesters target Neoliberalism", 18 p., Communication au colloque du GERMM, *Les mobilisations altermondialistes*, Paris, 3-5 décembre 2003.

grilles et de containers autour des zones interdites protégées par la police et décrétées " zones rouges ". Si, la majorité des différents groupes mobilisés lors d'un contre-sommet se concentrent sur la mise en réseau de leur action ; expérimentent des pratiques d'auto-organisation ; montent des opérations spectaculaires pour attirer l'attention des journalistes sur leur cause, etc., la frange la plus radicale vise à faire riper l'engrenage du sommet. A partir d'un continuum de possibilités tactiques qui rassemble actions non violentes et actions directes, les militants décident de barrer l'accès aux sites des conférences du sommet ou inversement de bloquer les délégués à l'intérieur du centre de conférence ; de forcer les barrages et affronter la police pour pénétrer dans la " zone rouge " ; de commettre des actes de violence contre les biens⁷. Partant, la seule annonce de la tenue d'un contre-sommet dans une ville place la question de l'ordre public au centre des débats. Mal gérée, celle-ci peut engendrer une crise politique qui ouvre sur une fluctuation des positionnements politiques et des cadres journalistiques. En effet, l'exceptionnalité de l'événement alloue des espaces propices aux acteurs politiques désireux de tirer sur l'élastique des règles en vigueur : classiquement, les partis conservateurs viseront à argumenter en faveur d'une plus grande attention consacrée à l'ordre public ; à l'inverse, la gauche mouvementiste plaidera pour une plus grande liberté d'expression.

Les médias d'information comme ressource

La presse joue rôle crucial dans la carrière des mouvements sociaux. L'exemple de la mobilisation en faveur des employés de CFF Cargo à Bellinzone est significatif de l'impact d'une couverture de presse favorable pour un mouvement social. Le groupe mobilisé qui décide investir l'arène médiatique vise un triple objectif : tout d'abord, une reconnaissance de sa mobilisation – passer avec succès les différentes sélections qui transforment les faits en nouvelles dans les rédactions, consacre l'importance de la cause portée par le mouvement ; s'exprimer soi-même dans la presse, et ne pas simplement être mentionné – outre le fait d'être considéré comme un agent et non comme un objet discuté par d'autres, l'enjeu consiste à poser les termes du débat avec ses propres mots⁸ ; enfin, acquérir le soutien de l'opinion publique – son appui légitime le mouvement face aux pouvoirs publics, voire ses demandes. Les médias d'information représentent donc une ressource pour les mouvements sociaux à condition que ces derniers disposent de compétences communicationnelles suffisantes pour entretenir leur attention, sans être leurs obligés. La relation qui lie médias d'information et mouvements sociaux est en effet structurellement asymétrique puisqu'il appartient aux premiers de décider de la quantité et de la qualité de la couverture médiatique dont bénéficieront les seconds. Pour représenter ce déséquilibre, Gamson prend appui sur l'image d'une sorte de danse qu'exécutent journalistes et mouvements sociaux (1985:618) : "for the media, social movements make

⁷ Jeffrey S. Juris, *Networking Futurs. The Movement Against Corporate Globalization*, Duke University Press, Durham, 2008 ; Notes from Nowhere (Dir.), *We are everywhere. The Irresistible rise of Global Anticapitalism*, Verso, Londres, 2004.

⁸ William A. Gamson, "Bystanders, Public Opinion and the Media", pp. 242-261, dans David A. Snow et al. (Dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Blackwell Publishing, Malden, 2007.

a good copy. They provide drama, conflict, and action but they are only one source of news among many. Repetition reduces drama, and media may quickly turn its attention to other partners -right in the middle of the dance”⁹. Dans sa monographie de l’organisation d’étudiants opposés à la guerre du Vietnam, *Students for a Democratic Society*, Gitlin souligne la contribution de la presse à la transformation organisationnelle et idéologique d’une organisation au départ plus tournée vers la réflexion que les actions violentes¹⁰. Les milliers d’adhérents nouveaux, qu’enregistre l’organisation grâce à la médiatisation d’affrontements avec les forces de l’ordre lors de ses manifestations changent sa sociologie interne. Prenant appui sur une base qui sollicite désormais un discours radicalisé, les leaders systématisent les protestations entraînant l’organisation dans un cycle de violence qui précipitera sa chute. A la suite de la recherche séminale de Gitlin, la recherche sur la médiatisation des mobilisations s’est focalisée sur les biais inhérents à la couverture médiatique des mouvements sociaux. Inspirée des travaux en sociologie du journalisme sur la valeur d’information, elle est parvenue à mettre à jour des régularités saisissantes dans le traitement de l’action collective par la presse : prédilection pour les manifestations rassemblant un nombre important de participants, attention portée aux actes de violences, zoom sur les répertoires d’action originaux, etc¹¹. Leur persistance dans les traitements médiatiques des protestations conduit les auteurs à parler de « paradigme de la protestation »¹². Les articles qui tombent dans cette rigole jugent durement les actions collectives et ne montrent aucune tolérance à l’égard des éventuels dégâts commis par les protestataires ; à l’inverse, ils soutiennent l’ordre social en place, en défendant, par exemple, les décisions du gouvernement et demandant la fin du conflit, ou encore, en épuisant la présentation des causes et de leurs porteurs au folklore du défilé.

Les articles des médias d’informations impactent également les autorités et les stratégies de contrôle des protestations qu’elles incrémentent. Dans la culture démocratique, l’emploi de la force par l’Etat doit être proportionné à la gravité du trouble à l’ordre public¹³. La hantise des gouvernants dans les systèmes démocratiques est de voir tourner en boucle sur les écrans de télévision les forces de l’ordre charger sur un groupe de protestataires en apparence, en raison des conséquences politiques négatives susceptibles d’en surgir. Wisler et Guigni ont établi que le type de cadrage journalistique

⁹ William A. Gamson, “Goffman’s Legacy to Political Sociology”, *Theory and Society*, 14 (5), 1985, pp. 605-622.

¹⁰ Todd Gitlin, *The Whole World is Watching ! The Making and Unmaking of the New Left*, University of California Press, Berkeley, 1980.

¹¹ On trouve la liste la plus détaillée chez Koopmans. Ruud Kopmans, “Expression and the Public Sphere: Discursive Opportunity for Repression Against the Extreme Right in Germany in the 1990’s”, pp. 159-188, dans Christian Davenport et al. (Dir.), *Repression and Mobilization*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 2005.

¹² Joseph Chan/ Chin-Chuan Lee, “Journalistic ‘paradigms’ of civil protests: a case study in Hong Kong”, pp. 183–20, dans Andrew Arno/ Wimal Dissanayake (Dir), *The News Media in National and International Conflict*, Westview Press, Boulder, 1984.

¹³ Philippe Braud « La violence politique : repères et problèmes », pp. 13-42 dans Philippe Braud (Dir.), *La violence politique dans les démocraties occidentales*, L’Harmattan, Paris, 1993.

est un facteur explicatif important des politiques de maintien de l'ordre en Suisse¹⁴. Si la couverture médiatique leur est favorable, expliquent-ils, les forces de l'ordre se sentiront légitimées à intervenir, et inversement. De sorte que, les relations avec la presse font aujourd'hui l'objet d'une politique explicite pour les polices¹⁵. L'analyse de Mawby sur la conduite des forces de l'ordre lors du happening du réseau éco-anarchiste, Reclaim The Street, dans les rues de Sheffield, en 1997, illustre à la fois l'intégration du *spotlight effect* par les autorités, et l'insensibilité des hommes engagés sur le terrain dont les conduites sont déterminées par des intérêts qui sont propres (2002:163) : "Whilst the rank and file officers wanted to engage in 'real policing' by confronting the protesters, the command team was anxious to avoid confrontation which could possibly amplify this local event to the national mass mediated theatre and damage the image of the force"¹⁶.

Toutefois, ces conclusions ne permettent pas de franchir le pas vers une théorie globalisante¹⁷ qui ceindrait les relations qu'entretiennent mouvements protestataires, Etats et médias d'information tant les situations diffèrent ou fluctuent. Chaque événement protestataire est l'occasion d'une lutte entre le groupe mobilisé, les éventuelles oppositions ou contre-mouvement qu'il aurait dressées contre lui et l'Etat pour accéder aux médias d'information d'abord, et y imposer une représentation légitime de leurs actes ensuite.

LA CONSTRUCTION DU DÉBAT PUBLIC SUR L'ANTI-G8 DANS LA PRESSE ÉCRITE ROMANDE

Notre recherche

Pour étudier l'évolution et le contenu du débat public sur la tenue de l'anti-G8 à Genève, on s'inspire particulièrement de deux modèles théoriques parents : le modèle de compétition politique établi par Wolfsfeld¹⁸ et le modèle de forum conçu par Ferree et al.¹⁹ Selon le premier auteur, on comprend mieux le rôle des médias d'information en politique en considérant la compétition à laquelle se livrent les différents acteurs dans les médias d'information comme une lutte plus générale pour le contrôle politique. Focalisée sur le statut des acteurs, le processus politique, et leurs interactions avec la presse, cette approche distingue la compétition entre rivaux pour l'accès aux médias d'information

¹⁴ Dominique Wisler/ Marco Giugni, "Under the Spotlight : The Impact of Media Attention on Protest Policing", *Mobilization*, 4(2), 1999, pp. 171-188.

¹⁵ Jean-Paul Brodeur, *Les visages de la police. Pratiques et perceptions*. Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2003.

¹⁶ Rob Mawby, *Policing Images: Policing, Communication and Legitimacy*, Willan, Cullompton, 2002.

¹⁷ Gregory Derville, "Le combat singulier Greenpeace-SIRPA. La compétition pour l'accès aux médias lors de la reprise des essais nucléaires français", *Revue française de science politique*, 47 (5), 1997, pp. 589-629.

¹⁸ Gadi Wolfsfeld, *Media and Political Conflict. News from the Middle East*, Cambridge University Press, Cambridge, 1997 ; Gadi Wolfsfeld, *Media and the Path to Peace*, Cambridge University Press, Cambridge, 2004.

¹⁹ Myra M. Ferree et al., *Shaping Abortion Discourse: Democracy and the Public Sphere in Germany and in the US*, Cambridge University Press, Cambridge, 2002.

et celle pour imposer leurs cadres d'interprétation²⁰. La première a partie liée avec les facteurs structurels (comme l'organisation et les ressources des compétiteurs, etc.), la deuxième avec des éléments d'ordre culturel (les normes et les croyances en vigueur, etc.). Précisément, la première dimension, « classique »²¹, pointe l'inégalité d'accès des différentes sources selon le degré d'institutionnalisation des acteurs. Elle fixe également le degré de contrôle des autorités sur l'environnement politique comme une des variables clés qui détermine le rôle des médias d'information (1997:216) : « When the authorities take control of the political world, they have no trouble at all taking control of the news media ». La deuxième renvoie au type de demande portée par les challengers. Plus elle est limitée, fait valoir Wolfsfeld, plus elle a de la chance d'être reçue favorablement par la presse. Les parrains du modèle de forum, quant à eux, défendent l'idée que l'espace public est composé des forums religieux, juridique, scientifique, des mouvements sociaux, etc., avec leurs arènes, coulisses et galeries où prennent place acteurs et spectateurs. L'audience générée par le forum médias de masse place ce dernier au centre de l'espace public. Dans cet agencement, on mesure le succès des différents acteurs pour sourcer les médias d'information et y imposer leur définition de la situation en comptabilisant leurs présences dans la presse, et en distinguant les acteurs cités ou paraphrasés des acteurs mentionnés. Les derniers, précisent les auteurs, sont présents dans les médias d'information, mais ils n'ont pas l'opportunité d'interpréter les événements dans lesquels ils sont impliqués ; les premiers en revanche, possèdent le statut de source.

Dans cette présentation, nous testons cinq hypothèses inspirées par les travaux précités. Premièrement, plus la division des élites au sujet de l'organisation du contre-sommet est apparente, plus il est difficile au gouvernement d'éviter que le débat dans les médias d'information ne lui échappe. Deuxièmement, le Conseil d'Etat, bien que source officielle, peut ne plus bénéficier de la plus grande présence active dans les médias. Troisièmement, l'acteur le plus présent activement impose son cadre d'interprétation de l'événement. Quatrièmement, les représentations visuelles de manifestations présentées comme altermondialistes dans la presse montrent en majorité des épisodes de casse, des policiers aux prises avec les manifestants, etc. ; et en minorité des cortèges pacifiques, des manifestants souriants, etc. Cinquièmement, le nombre d'article traitant d'aspects sécuritaires est moins élevé dans *Le Courrier* que dans les autres titres du corpus.

Cinq titres de la presse romande sont retenus pour cette présentation : *Le Temps*, *Tribune de Genève*, *Le Courrier*, *Le Matin* et *Le Matin dimanche* – que nous codons ensemble. On borne l'analyse du 28 janvier 2003, date du premier article paru sur le G8 d'Evian, au 31 mai 2003. Cette séquence à l'avantage de couvrir la phase d'organisation du contre-sommet et le début du celui-ci, à l'exception de la manifestation géante du 1^{er} juin. A la suite des casses perpétrés par le black bloc, le

²⁰ Erving Goffman, *Les cadres de l'expérience*, Minuit, Paris, 1991.

²¹ Dans une recherche fouillée, Hall fixe le différentiel d'accès entre les sources accréditées (*primary definers*) constituées par les élus, les groupes de pression les plus puissants, les experts, etc., et les sources alternatives (*secondary definers*) composées par les élus isolés dans des petites formations politiques, les mouvements sociaux, etc. Stuart Hall et al., *Policing the Crise. Mugging, the State, and Law and Order*, Macmillan, Londres, 1978.

samedi-soir, le débat public s'émancipe de l'antagonisme entre les cadrages sécuritaire et libertaire, et s'oriente de façon dispersée sur les épisodes de casses, les casseurs, le système de management de l'ordre public, etc. En retenant tous les articles et dépêches d'agences incluant le mot G8, on parvient à un total de 763 articles. Les organisateurs de l'anti-G8 apparaissent tôt au sein du corpus, ils sont même, tous titres confondus, les acteurs les plus cités au début de la prise en charge médiatique de l'événement. Les discussions qui débutent au mois de mai entre autorités publiques et collectifs sur l'emplacement des espaces autogérés vont donner l'occasion aux militants cette fois, d'intervenir sur la scène médiatique. Durant ce mois, la crise est portée à son point d'ébullition : 535 sont publiés pour le seul mois de mai, contre 228 pour les quatre mois précédents. L'analyse montre que l'évolution des présences de la police et de l'armée dans la presse à partie liée avec la domination du cadre d'interprétation sécuritaire. Un découpage en trois séquences permet de ramener l'organisation du débat public sur l'anti-G8 au calendrier politique d'un début d'année marqué, en mars, par la session de printemps des chambres fédérales, les protestations contre la guerre en Irak ; en avril, par la démission du chef de la police genevoise ; et en mai, par le souhait du président de la Confédération, M. Couchepin, de rencontrer le président des Etats-Unis, M. Bush.

Le temps de l'Etat. Janvier, février, début mars

En 1998, il avait presque fallu attendre le début du sommet, pour lire les premiers articles sur le contre-sommet de l'OMC²². Six ans plus tard, le cycle d'attention médiatique alimenté par les mobilisations altermondialistes fait commencer le débat public sur le contre-sommet du G8 cinq mois avant celui-ci²³. Le débat débute avec les annonces publiques, faites le même jour – difficile de croire au hasard – de la ministre en charge du dossier, Micheline Spoerri, sur la collaboration des cantons de Genève, Vaud et Valais en prévision du Sommet d'Evian, et des opposants à la tenue du G8 réunis dans une coordination où voisinent conseillers nationaux et militants libertaires. L'une comme l'autre vont marquer les esprits. La première divulgue le montant des coûts engendrés par les tâches de sécurité – quarante milliards de francs –, et rappelle les risques de débordements inhérents aux réunions du G8, en même temps qu'elle dévoile l'axe d'une stratégie dont le gouvernement ne déviara plus : face aux risques et aux coûts d'un événement qu'il subit, un soutien financier et logistique (entendons des forces de maintien de l'ordre) de la Confédération est nécessaire. *Ab initio* le gouvernement genevois décide de cadrer l'événement sous l'angle de la sécurité en faisant le pari de recevoir en retour le soutien de l'opinion publique, dont il connaît la valeur au moment des décisions sur le maintien de l'ordre. La deuxième ressemble en quelque sorte à une lettre que les anti-G8 s'enverraient à eux-mêmes pour, après le G8, montrer au public la bonne foi qui l'habitait. Et *Le*

²² Uli Windisch et al., *Violences jeunes, médias et sciences sociales*, L'Age d'Homme, Lausanne, 1999.

²³ En comparaison, la couverture de l'anti-G8 de Gênes n'a décollé qu'une semaine avant l'événement. Marinella Belluati "G8: raccontare l'imprevisto. Difficoltà e spiazzamento della Media logic sui fatti di Genova" pp. 227-279 dans Carlo Marletti/ Jean Mouchon (Dir.), *La costruzione mediatica dell'Europa*, FrancoAngelli

Courrier de rapporter: "tout pavé lancé dans une vitrine renforce nos adversaires et affaiblit le mouvement de résistance à la libéralisation" prévient Pierre-Yves Maillard, député socialiste. "Plus largement la population sera associée aux manifestations, plus la violence sera marginalisée", ajoute le syndicaliste (SUD) Aristides Pedraza²⁴. La tentative des anti-G8 pour focaliser le débat à partir de leurs propositions sera balayée par l'option stratégique du gouvernement genevois. A la suite de son annonce, la presse va focaliser son attention sur le règlement de la facture et les questions de sécurité ("Missiles sol-air pour protéger le G8 à Evian. Le Léman sous la menace des Crotales" titre *Le Temps*²⁵). La multiplication des articles sur les aspects sécuritaires du sommet et du contre-sommet débordent rapidement de la rubrique régionale pour les rubriques Suisse et Evénement. Le cadrage sécuritaire (Tableau 1) qui en résulte est d'autant plus fort qu'il est alimenté à intervalles réguliers par les sources officielles, ou *définisseurs primaires*, que sont les gouvernements cantonal genevois et fédéral.

A la fin du mois de février, la rencontre à Paris, de Micheline Calmy-Rey, ministre des affaires étrangères, avec son homologue français, Dominique de Villepin, pour finaliser un accord-cadre de coopération en matière de sécurité ("Une vraie lune de miel"²⁶), suivie, au début du mois de mars, des déplacements à Genève, puis à Evian, sur le terrain, de Nicolas Sarkozy, alors titulaire du ministère de l'Intérieur ("Sarkozy veut dialoguer"²⁷) renforcent les attentes des éditeurs, en même temps qu'ils consolident le cadrage. Effacés derrière l'activisme d'un conseiller national vaudois, Josef Zisyadis, et les figures du mouvement altermondialiste, Olivier de Marcellus et Christophe Aguiton, au sein d'une coordination européenne anti-G8, qui n'est pas décidée à organiser le siège du cadrage sécuritaire, les associations et les militants de l'aile réformiste du mouvement manquent à ces deux premiers mois de couverture de l'événement (Tableau 2). Leur « mutisme » est en quelque sorte comblé par une présence visuelle dans la presse (Tableau 3). A cet instant, cette dernière est décidée à faire tenir le "collage" entre les leaders et la base du mouvement.

Quand la division au sein des élites s'étale au grand jour. Mi-Mars, avril

Si le ping pong des responsabilités engagé entre Genève et Berne reste le fil rouge de la prise en charge du G8 par la presse, deux moments vont lui consentir de renouveler les arguments. Forcé de s'assurer les bases légales pour l'engagement de l'armée pour des missions de sécurité dans le cadre du G8, le gouvernement fédéral inscrit la question au menu des discussions de la session de printemps du parlement fédéral. Dès les premières prises de parole, le débat s'enflamme entre la droite, acquise à la participation de soldats, et une ligne de barrage composée d'une alliance hétéroclite de parlementaires de la droite dure et d'écologistes. La passe d'armes va constituer la

²⁴ *Le Courrier*, 28.01.2003.

²⁵ *Le Temps*, 8.02.2003.

²⁶ *Le Matin*, 2.03.2003.

²⁷ *Le Matin*, 4.03.2003.

quasi-totalité du dossier G8 dans la presse. Finalement positif pour le Conseil fédéral, le vote du parlement contribue à la politisation du G8 – entendu ici comme sommet et enjeu de sécurité pour Genève et la Suisse. Ainsi, dans leurs articles, les rédacteurs livrent maintenant des mises en problème qui font s'opposer les bords politiques et offrent des clés de lecture au public. En témoigne l'entame de cet article paru à la veille du scrutin : "la Confédération doit-elle envoyer 4500 militaires pour assurer la sécurité du prochain Sommet du G8 d'Evian."²⁸

Dans une moindre mesure, les manifestations contre la guerre d'Irak, qui se multiplient après le 20 mars, représentent une nouvelle opportunité pour les médias d'information, d'élargir le spectre des mises en récit et des acteurs du dossier G8. Dans plusieurs villes de Suisse, les organisateurs des manifestations pacifistes, souvent des lycéens, prennent de vitesse les partis politiques. A Genève, le cortège spontané qui se dirige vers l'ambassade des Etats-Unis, met à l'épreuve les forces de police qui finissent par disperser les protestataires qui stationnent devant le bâtiment avec force gaz lacrymogènes²⁹.

Alors qu'ils auraient pu renouer les fils coupés avec le canevas "historique", les deux moments vont, au contraire, renforcer le cadrage sécuritaire. Une fois voté au parlement fédéral, l'engagement de 4500 soldats n'a pas fait tomber les préventions à l'égard du G8. Dans les parlements des cantons de Vaud et Valais, les demandes des exécutifs de crédits supplémentaires pour équiper la police en vue du sommet rouvrent les plaies du débat³⁰. Les débats sur le G8 sont maintenant polarisés. A Genève, la ministre de l'Intérieur en charge du dossier, Micheline Spoerri, ne parvient pas à apaiser les craintes des politiques – jusqu'à son propre parti – qui se font le relais des commerçants du centre-ville inquiets de possibles casses³¹. L'exposition médiatique répétée des difficultés qu'elle rencontre³² l'affaiblit dans son travail de justification auprès des citoyens et dans les négociations qu'elle mène. Les médias d'information s'ouvrent alors aux différentes positions et organisent la mise en concurrence des définitions de la situation des différents protagonistes. Ainsi, la source officielle perd le monopole de définition de l'événement. Pour l'exemple, laissée en jachère par le gouvernement, la question du remboursement suite à des dommages causés par la manifestation est traité dans un article qui oppose assureurs et commerçants ("Qui payera la casse?"³³). Ces derniers, qui jusqu'à présent ont agi en ordre dispersé donnant l'impression d'un chacun pour soi, sont maintenant représentés par la Fédération des entreprises romandes (FER) et donnent de la voix pour ne pas payer l'addition des protestations du mois de mai.

Pareillement, loin de rassurer, les manifestations pacifiques des étudiants, que les forces de police pourraient retrouver dans la rue lors des protestations contre le G8, suscitent les craintes des

²⁸ *Tribune de Genève*, 14.03.2003.

²⁹ *Tribune de Genève*, 21.03.2003.

³⁰ *Le Courrier*, 2.04.2003, 3.04.2003, *Le Temps*, 3.04.2003, 4.04.2003, *Le Matin*, 03.04.2003, *Tribune de Genève*, 4.04.2003, etc.

³¹ *Le Matin*, 19.04.2003, *Tribune de Genève*, 26.04.2003.

³² *Tribune de Genève*, 23.04.2003., 26.04.2003, etc.

³³ *Le Matin*, 14.04.2003.

journalistes qui voient les anti-guerre grossir les rangs des anti-G8. "La guerre en Irak provoquera une mobilisation sans précédent sur les bords du Léman" titre ainsi *Le Matin*³⁴. Nouvellement posée par le déclenchement de la guerre en Irak et la présence, à Evian, de George W. Bush, la question de l'ampleur des manifestations revient sous la plume des journalistes avec la régularité d'un métronome³⁵. La réponse ne viendra ni de Genève, ni de Berne, puisque personne ne sait, ou ne veut, répondre à cette question. Le tocsin va donc être sonné par des éditorialistes sans illusion sur la capacité des leaders du mouvement altermondialiste à contenir les manifestants radicaux ("G8: Genève doit s'inquiéter", "La manifestation n'est pas une Lake Parade"³⁶).

La trame sur laquelle se déploient arguments, réflexions et remarques, dans cette deuxième séquence, offre peu d'opportunité aux acteurs qui voudraient substituer le thème de la justice sociale à celui de l'ordre public (Tableau 4). Dans l'article qui présente "les acteurs genevois du G8 et des manifestations"³⁷, on ne compte, parmi les protagonistes retenus aucun visage nouveau qui pourrait donner un peu d'oxygène politique au récit. Aux côtés de Mmes Calmy-Rey et Spoerri, la rédaction de *Tribune de Genève* limite la sélection à deux hommes expérimentés en management de maintien de l'ordre, Raphaël Rebord et Bernard Ziegler, et deux leaders du FSL, Juan Tortosa et Olivier de Marcellus. La couverture du G8 se présente comme une interaction entre deux seuls cadres interprétatifs stratégiquement orientés par deux camps : celui de l'ordre public et celui de la liberté d'expression. A aucun moment, les ONG, les réseaux d'avocats transnationaux et les syndicats dont la participation à la tenue du contre-sommet se fait en marge de la coordination européenne anti-G8 ne jouent les premiers rôles. Signe des temps, les références à Gênes essaient la presse (Tableau 5).

Les médias en ont-ils trop fait? Mai

En mai, les interrogations sur le nombre et la nature des manifestants, le tracé du défilé ou le début et la fin exacts de la mobilisation saturent l'agenda médiatique³⁸. La question sécuritaire se pose maintenant également aux entreprises. En rendant publiques ses inquiétudes, la Fédération des entreprises romandes nourrit à son tour les craintes sur le contre-sommet, dont on apprend qu'il aura pour épicentre Genève. Ne s'estimant en fin de compte pas rassurés par les réponses du gouvernement, des banques, des commerces, des sociétés de services et des administrations décident tour à tour de fermer ou de réduire leurs prestations pendant la mobilisation³⁹. Cette décision

³⁴ *Le Matin*, 29.03.2003.

³⁵ *Le Matin*, 29.03.2003, 30.03.2003, 8.04.2003, *Tribune de Genève*, 8.04.2003, *Le Temps*, 8.04.2003, etc.

³⁶ *Le Matin*, 18.04.2003, *Tribune de Genève*, 19.04.2003.

³⁷ *Tribune de Genève*, 27.04.2003

³⁸ *Le Matin*, 7.05.2003, 9.05.2003, 10.05.2003, 15.05.2003, *Tribune de Genève*, 1.05.2003, 6.05.2003, 7.05.2003, *Le Temps*, 7.05.2003, 10.05.2003, *Le Courrier*, 10.05.2003, etc.

³⁹ *Le Courrier*, 24.05.2003.

fait l'effet d'un électrochoc sur les Genevois qui prennent conscience du caractère extraordinaire de l'événement qu'ils s'appêtent à vivre. La panique collective qui s'installe, est également alimentée par une série de rumeurs⁴⁰. Et avec le recouvrement, à quelques jours du contre-sommet, des vitrines des boutiques du centre-ville par des palissades de protection en bois⁴¹, le camp du "ça va bien se passer" n'a plus de représentant au sein de la population. De vives critiques sont alors portées à l'encontre des médias d'information accusés de produire un climat de peur et de susciter eux-mêmes les actes de violences. Ces attaques pressent, quelques jours avant le début du contre-sommet, Dominique von Burg, rédacteur en chef du quotidien *Tribune de Genève* à s'expliquer sur l'angle rédactionnel adopté par le journal qu'il dirige dans un article intitulé « Les médias en ont-ils trop fait ? » :

(...) était-il justifié d'accorder une telle importance aux questions sécuritaires ? C'est vrai, on peut en douter. Il faut le reconnaître la médiatisation à outrance est devenue un fait de société certes incontournable, mais critiquable. Cependant ne perdons pas de vue que les inquiétudes quant à d'éventuels débordements sont fondées. (...) Mais il est vrai que dans le flot d'articles touchant à la sécurité l'essentiel s'est un peu perdu. Les informations allant au-delà de l'écume sécuritaire ne furent paradoxalement assez nombreuses.⁴²

Deux moments vont consentir une visibilité à de nouveaux acteurs et à de nouveaux thèmes d'émerger. D'une part, une série de gros plans sur des militants altermondialistes ; et d'autre part, les négociations entre des jeunes, souvent issus des réseaux zapatistes, et les autorités de la Ville de Lausanne et de Genève sur l'emplacement des villages alternatifs.

En marge des articles et éditoriaux relevant du cadrage sécuritaire, contre lequel aucun entrepreneur, même à gauche, ne parvient à s'opposer, *Tribune de Genève* propose une série de cinq portraits de militants, étrangers et Suisses, qui manifesteront contre le G8 à Genève. Le premier, celui d'un Israélien, inscrit en philosophie politique à Oxford et qui s'est déjà déplacé à Gênes, Nice, Oslo, etc.⁴³, permet au lecteur, le temps d'un article, d'être exposé à de nouveaux angles: engagement politique, injustice sociale, cosmopolitisme. Le registre du portrait pose, à partir de l'expérience vécue de l'engagement, un éclairage nouveau sur cet OPNI (objet politique non identifié) qu'est l'altermondialisme. Majoritairement, consacrés à des jeunes (trois portraits sur cinq), ces arrêts sur images nuancent les représentations des protestataires que livrent les médias d'information et offrent une alternative aux illustrations sur les forces de police (Tableau 6 et 7).

A deux semaines du début du contre-sommet, les médias d'information découvrent que les discussions entre les autorités des villes de Lausanne et de Genève et les collectifs sur l'emplacement des villages de tentes piétinent. De principes proclamés ("Nous exigeons le bord du lac!" comme le

⁴⁰ Parmi celles-ci on mentionnera la découverte, dans un squat genevois, quelques jours avant la protestation, de trois cents cocktails Molotov. Le porte-parole de la police, Eric Grandjean, démentira l'information. *Le Temps*, 28.05.2003.

⁴¹ *Le Temps*, 28.05.2003.

⁴² *Tribune de Genève*, 21.05.2003.

⁴³ *Tribune de Genève*, 30.04.2003.

rapporte en titre *Le Matin*⁴⁴) en marchandages de coulisses ("L'accord est signé"⁴⁵), la négociation s'étale en feuilleton dans la presse, offrant ainsi la plus large séquence de visibilité à des protestataires non enchaînés aux stratégies du FSL, qui parie maintenant sur un pourrissement de ses rapports avec Mme Spoerri pour redéfinir la situation à son avantage⁴⁶. Issus de la frange libertaire du mouvement, ces collectifs affinitaires, souvent composés de jeunes protestataires, s'expriment sur l'autogestion et leur volonté de vivre un autre type de société. De même, l'initiative, à Genève, d'étudiants qui ont investi le parc situé derrière l'Université « pour ouvrir un espace de débat et de rencontre »⁴⁷ ouvre la voie à des alternatives au thème sécuritaire. Au fil des ces articles, le lecteur découvre enfin les motifs d'engagement des militants altermondialistes. Toutefois, le comptage des présences actives et passives montre leur difficulté à exister en tant qu'acteurs à part entière dans le débat public, alors qu'ils sont au centre de toutes les discussions (Tableau 8).

Conclusion

L'hypothèse 1 se vérifie : à mesure que la division entre les élites se creuse, notamment à partir du mois de mars, où la politique de maintien de l'ordre de la cheffe du département Justice et police suscite l'ire d'une partie des députés de son même bord politique, la presse met en compétition le gouvernement avec d'autres sources pour intégrer ses colonnes. En mai, Mme Spoerri est citée à 47 reprises, les forces de l'ordre 76 fois. L'hypothèse 2 se vérifie également. A partir du mois de mai, la presse ouvre le débat et fait une plus grande place à d'autres acteurs. Pendant ce mois, on compte 64 présences du gouvernement contre 67 des comités d'organisation, et autant des forces de l'ordre donc. L'hypothèse 3 est vérifiée, elle scelle la surreprésentation des forces de l'ordre dans le débat. L'hypothèse 4 n'est pas validée et doit s'étayer sur d'autres mesures. Le Tableau 6 montre le clivage net entre les titres de presse *Le Matin* et *Le Courrier*. Ce qui nous conduit à l'hypothèse 5. Quantitativement, *Le Courrier*, comme on le pressentait, traite moins des aspects sécuritaires que les autres titres du corpus. Toutefois le nombre d'article n'est pas négligeable relationnellement aux autres journaux (Tableau 10) et permet de prendre la mesure des effets d'un cadre d'interprétation puissant même pour un journal qui voudrait s'en dégager.

Bien qu'il ait décidé de traiter le G8 sous l'angle de la sécurité, le gouvernement genevois n'a pas su répondre aux demandes réitérées des commerçants sur les remboursements des dégâts qui surviendraient pendant les événements protestataires, ni rassurer les entreprises sur les désagréments encourus par leurs employés, ni rassurer, enfin, les citoyens sur la capacité des forces de l'ordre à contenir les manifestants violents. Impuissant, il a assisté à la crise de panique qui a saisi la presse et les Genevois, et au recouvrement du centre-ville en palissades de bois qui a suivi.

⁴⁴ *Le Matin*, 14.05.2003.

⁴⁵ *Le Courrier*, 24.05.2003

⁴⁶ *Le Courrier*, 16.05.2003

⁴⁷ *Le Courrier*, 20.05.2003

Discrets au sein de la coordination européenne anti-G8, prise au piège du cadrage sécuritaire, les ONG, œuvres caritatives, Eglises, etc. porteuses d'un autre discours sur le mouvement altermondialistes et ses raouts n'apparaissent pratiquement pas dans un récit qui laisse peu de place à des acteurs autres que le gouvernement, les forces de l'ordre, les comités d'organisation et les commerçants. A l'exception d'une série de portraits qui contrastent avec une couverture où les représentations des manifestations sont plutôt négatives, la presse ne trouvera pas la voie pour escalader les préjugés.

L'altermondialiste n'est pas la conséquence automatique à la mondialisation, il est une construction politique qui suit différentes lignes de pentes qui s'accroissent et convergent, selon les contextes nationaux dans lesquels il prend greffe⁴⁸. Lors des mobilisations, comme celle de l'anti-G8, les différents éléments du mouvement, qui le reste du temps vivent en situation de big bang, se reforment. Les ateliers d'échanges, les activités en plein air, le journalisme subjectif, les concerts et festivals de film, permettent de donner consistance et énergie au mouvement. En consentant aux préparatifs des mobilisations des registres de visibilité alternatifs à celui de la sécurité, la presse permettrait, pourtant, au public d'identifier quelques ressorts explicatifs des positions d'emphase et de repli de la dynamique altermondialiste.

⁴⁸ Isabelle Sommier et al., *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Karthala, Paris/Aix-en-Provence, 2008, 293 p.

ANNEXE 1: TABLEAUX

Tableau 1 : Distribution des thèmes généraux jan-mar 2003

	Jan	Fév	Mar
Liberté d'expression	3	8	19
Justice sociale	1	2	3
Engagement civique	0	0	2
Pesée des intérêts	1	2	5
Sécurité, ordre public	14	21	31
Coûts	8	19	14
Autre	1	9	8

Tableau 2: Présence actives des principaux acteurs

	Jan	Fév	Mar
G8	0	3	2
Conseil Fédéral	0	6	12
Conseils d'Etat GE VD VS	4	3	3
Conseil d'Etat GE spécifiq.	2	0	3
Police et armée	4	5	8
Comités d'organisation	4	11	13
FSL spécifiquement	1	6	6
Protestataires alter.	1	0	5
Black bloc	0	2	1
FER	0	0	1
Profanes	0	0	6
Experts en sécurité	1	0	0
Experts en mondialisation	0	0	0
Lettres Lecteur	0	0	4
Autre	2	17	32

Tableau 3 : Présence visuelle (photo, cartoon, graphique)

	Jan	Fév	Mar
G8	0	2	1
Conseils d'Etat GE VD VS	3	2	0
Police et armée	2	3	5
Comités d'organisation	3	1	5
Protestataires alter.	1	2	6
Black bloc	0	0	0
Autre	5	8	14

Tableau 4 : Distribution des thèmes pour le mois d'avril

	Avr
Liberté d'expression	27
Justice sociale	7
Engagement civique	4
Pesée des intérêts	11
Sécurité, ordre public	77
Coûts	28
Autre	9

Tableau 5 : Opposition des références contre-sommets Vs. forums altermondialistes

	Jan	Fév	Mar	Avr
Gênes, Davos, ...	11	8	14	19
Florence, Porto Alegre	1	0	2	5

Tableau 6 : Types de représentations visuelles de manifestations présentées comme altermondialistes de janvier à mai

	TdG	LT	LM	LC
Cortège, drapeaux, manifestants pacifique, sourires, etc.	11	12	3	21
Black bloc, casse, affrontements arrestations, etc.	2	2	15	2

Tableau 7 : Nombre de présences visuelles (photo, cartoon, graphique)

	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai
G8	0	2	1	1	13
Les Conseils d'Etat GE, VD VS	3	2	0	6	18
Police et armée	2	3	5	12	52
Comités d'organisation	3	1	5	6	12
Protestataires alter.	1	2	6	9	10
Black bloc	0	0	0	5	1

Tableau 8 : Acteurs les plus cités/mentionnés au sein du mouvement d'opposition

	cités	ment.	Tot.
Partis (gauche et PDC)	47	19	66
Comités d'organisation	107	78	185
FSL spécifiquement	63	33	96
Protestataires alter.	9	252	261
Black bloc	2	43	45

Tableau 9 : Distribution des thèmes généraux jan-mai 2003

	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai
Liberté d'expression	3	8	19	27	27
Justice sociale	1	2	3	7	56
Engagement civique	0	0	2	4	35
Pesée des intérêts	1	2	5	11	17
Sécurité, ordre public	14	21	31	77	357
Coûts	8	19	14	28	68
Autre	1	9	8	9	84

Tableau 10 : Nombre d'articles traitant d'aspects sécuritaires jan-mai 2003

<i>TdG</i>	128
<i>LT</i>	119
<i>LM</i>	92
<i>LC</i>	81
Total	420/763

ANNEXE 2: EXPLICATIONS SUR LE CODAGE

Présence active ou passive

Un acteur qui intervient dans le débat est considéré comme un agent, au sens où il agit (il défend son point de vue). Sinon, il est un acteur qui subit la définition de la situation imposée par les autres acteurs, il est un objet. Un acteur cité ou paraphrasé (" D'après Micheline Spoerri, il faut interdire...") est un acteur qui compte, au contraire d'un acteur qui est mentionné. Une intervention (citation ou paraphrase) dans un article suffit à le faire devenir acteur.

Les acteurs

On compte cinq principaux comité d'organisation : le comité vaudois anti-G8, le FSL (forum social lémanique) comité anti-G8 genevois, Charg8 (comité haut Savoyard), AARRG (Apprentis agitateurs pour un réseau de résistance globale), CLAAC (Convergence des luttes anti-autoritaires et anti-capitalistes contre le G8) et Oulalac'village (campement altermondialiste qui s'établit sur le terrain de la Bourdonnette)

Les protestataires altermondialistes représentent tous les intervenants individuels ou collectifs libertaires ou réformistes. On ne fait pas la différence ici entre les deux ailes du mouvement, même s'il en existe une: les premiers sont contre le G8 et la mondialisation ; les derniers cherchent à proposer des alternative (régulation des marchés, etc.). A chaque fois qu'un protestataire n'est pas présenté comme membre d'un comité d'organisation, nous le codons sous Protestataires alter.

Les Black bloc (ou bloc noir en français) doivent être présentés comme tel dans un article pour être codés.

Les profanes, celui ou ceux qui interviennent dans un article sans aucune autre qualité que celle de témoin, de passant, de résidant, de Genevois, etc. Ils symbolisent l'opinion de la rue. Il va de même pour les experts (en sécurité, maintien de l'ordre, foule, manifestation, mouvement social, globalisation) et les commerçants.

Les acteurs de la mobilisation anti-G8

Ce sont les acteurs qui vont lutter dans la phase d'organisation pour organiser un anti-G8 (les Vaudois voudront qu'il se déroule sur son sol, les Genevois sur le leur, etc.). Dans la phase d'organisation, leur ambition est de définir négativement le G8 et positivement l'anti-G8. Les acteurs sont le mouvement altermondialiste, les partis de gauche (PS, Verts, POP/Solidarités) et le PDC qui à Genève fait pencher la balance au Grnd Conseil en votant en faveur de l'accueil de la manifestation anti-G8 lors de la séance du 10 mai 2008.

Illustrations

Si un article est illustré par une photo, un cartoon, etc. nous le codons. S'il y a 2 photos, on traite les 2 photos séparément puisqu'elles montrent 2 choses différentes.

Emplacement

On teste également l'emplacement des articles relatifs à l'anti-G8 dans le journal. Cet indicateur permet de tester l'importance du sujet pour le journal. S'il est en Une/Edito et Evénement /temps fort, il est considéré comme important pour la rédaction qui le consacre sujet du jour; traité comme un sujet local. Dans ces rubriques, le sujet prend de la hauteur et évite les pièges d'une couverture locale (prise en charge par les partis politiques locaux, les syndicats des commerçants, etc.). Un journal réserve son éditorial pour un sujet, lorsqu'il souhaite engager un débat ou donner son opinion sur le sujet. Justement, un tableau permet de mesurer les prises de position des titres puisqu'il considère le nombre d'éditoriaux en comparaison aux articles de presse.

Cadres d'interprétation

Nous considérons la distribution des grands thèmes qui viennent cadrer les récits des différents articles pour savoir quels grands thèmes ont-ils prévalu? On en liste six : la liberté d'expression (le droit de manifester dans la rue son opinion, précisément le caractère illégitime du G8); la justice sociale (ou des politiques économiques mondiales "plus humaines"); l'engagement civique, en anglais agency (c'est-à-dire la participation individuelle et collective aux affaires publiques), la pesée des intérêts (un compromis entre le droit de manifester et l'ordre public) ; la sécurité et l'ordre public (un thème dont les sponsors dont les opposants à l'anti-G8) ; les coûts de l'anti-G8 (qu'il touche les salaires supplémentaires des forces de police ou les dégâts commis sur des biens publics ou privés comme les vitres magasins, etc., le coût du contre-sommet est un argument défavorable au G8); enfin, une case est réservée pour tout autre thème (l'attrait du G8 pour le tourisme de la ville d'Evian, etc.). Un article peut intégrer plusieurs grands thèmes, si c'est le cas, nous codons les différents grands thèmes présents dans l'article.